

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2001 — 1560

[C — 2001/27332]

8 JUNI 2001. — Décret modifiant le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et des aérodromes relevant de la Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et des aérodromes relevant de la Région wallonne, il est inséré un article 1^{er bis} rédigé comme suit :

« Art. 1^{er bis}. L'aéroport de Liège-Bierset est un aéroport dont l'exploitation est autorisée 24 heures sur 24 heures.

L'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud est un aéroport dont l'exploitation est autorisée exclusivement entre 7 heures et 22 heures. Toutefois, à titre exceptionnel, le Gouvernement peut y autoriser, dans le cadre d'un quota de bruit global maximum qu'il fixe annuellement, l'un ou l'autre mouvement d'avion entre 6 heures et 7 heures et entre 22 heures et 23 heures.

Le quota de bruit global maximum est exprimé en nombre de mouvements annuels d'avions ne dépassant pas une quantité de bruit par mouvement et ne s'applique pas pour :

— les décollages et atterrissages des avions transportant des membres de la Famille royale belge, du Gouvernement fédéral, des Gouvernements régionaux et communautaires et des Familles royales étrangères, des Chefs d'Etats ou des Chefs de Gouvernements étrangers, le président et les commissaires de l'Union européenne, en mission officielle;

— les décollages et atterrissages en rapport avec des missions humanitaires;

— les décollages et atterrissages en rapport avec des missions militaires;

— les décollages et atterrissages s'effectuant dans des circonstances exceptionnelles, telles que lors de vols pour lesquels il y a un danger immédiat pour la vie ou la santé, tant des hommes que des animaux, lorsque des vols sont déviés vers un aéroport pour des raisons météorologiques;

— les décollages et atterrissages s'effectuant avec un retard par rapport à l'horaire initialement prévu, pour autant que celui-ci ne soit pas imputable aux compagnies aériennes, pour autant que ceux-ci ne dépassent pas 15 % du quota global maximum. »

Art. 2. Dans le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et des aérodromes relevant de la Région wallonne, il est inséré un article 6 rédigé comme suit :

« Art. 6. § 1^{er}. Dans le cadre de la lutte contre le bruit généré par les aéronefs utilisant les aéroports relevant de la Région wallonne, une sanction administrative peut être prononcée, par infraction, à l'encontre de tout contrevenant qui ne respecte pas ou ne fait pas respecter par l'un de ses préposés ou mandataires :

1° les restrictions permanentes ou temporaires d'usage de certains types d'aéronefs en fonction de la classification acoustique telle que définie à l'annexe 16 de la convention O.A.C.I.;

2° les valeurs maximales de bruit, engendrées au sol, à ne pas dépasser;

3° les restrictions permanentes ou temporaires apportées à l'exercice de certaines activités des aéronefs en raison des nuisances sonores qu'elles occasionnent;

4° les règles relatives aux essais moteur;

5° les procédures particulières de décollage et d'atterrissage en vue de limiter les nuisances sonores engendrées par ces phases de vol.

La sanction est infligée par le ou les fonctionnaires désignés à cet effet par le Gouvernement wallon, ci-après dénommé « le fonctionnaire compétent ».

§ 2. Pour application du présent décret, on entend par contrevenant :

« le responsable du vol », c'est-à-dire la personne responsable de la conduite et de la sécurité de l'aéronef pendant le temps d'un vol, fût-il le préposé du propriétaire ou de l'exploitant de l'aéronef;

« le propriétaire d'un aéronef », c'est-à-dire la personne privée ou morale dont le nom figure sur le certificat d'immatriculation de l'aéronef »;

« l'exploitant technique ou commercial d'un aéronef », c'est-à-dire la personne physique ou morale, l'organisme ou l'entreprise qui se livre ou propose de se livrer à l'exploitation d'un ou plusieurs aéronefs;

« la société concessionnaire de l'exploitation d'un aéroport ».

§ 3. Les sanctions administratives sont prononcées par le fonctionnaire compétent et sont fixées, par infraction constatée, à un montant compris entre 200 euros et 7 500 euros, suivant le barème fixé par le Gouvernement, lequel tiendra notamment compte d'une aggravation de la sanction en fonction des récidives.

§ 4. En cas de concours de plusieurs infractions visées au § 1^{er}, les montants des amendes sont cumulés sans qu'ils puissent cependant excéder la somme de 50 000 euros.

§ 5. La notification de l'infraction est faite dans les quinze jours calendrier à dater du jour de l'infraction.

§ 6. La décision administrative par laquelle la sanction administrative est infligée ne peut plus être prise un an après le fait constitutif d'une infraction visée au § 1^{er} du présent article.

§ 7. Si le contrevenant demeure en défaut de payer l'amende, lorsque celle-ci est devenue définitive, la décision du fonctionnaire compétent est transmise à la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne en vue du recouvrement du montant de l'amende.

§ 8. Le paiement de l'amende met fin à l'action de l'Administration.

§ 9. Le Gouvernement organise la poursuite et la constatation des infractions, la perception des amendes qui les sanctionnent, les moyens de recours des contrevenants éventuels et toutes mesures utiles à l'exécution des dispositions du présent article. »

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 8 juin 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—————
Note

(1) *Session 2000-2001.*

Documents du Conseil. — 183 (2000-2001) N^{os} 1 à 8.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 29 mai 2001. Discussion - Votes.

—————
ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2001 — 1560

[C — 2001/27332]

8. JUNI 2001 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In das Dekret vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wird ein Artikel 1bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 1bis - Der Flughafen von Lüttich-Bierset ist ein Flughafen, in dem der Betrieb 24 Stunden pro Tag erlaubt wird.

Der Flughafen von Charleroi-Brüssel Süd ist ein Flughafen, in dem der Betrieb ausschließlich zwischen 7 Uhr und 22 Uhr erlaubt wird. Dort kann die Regierung jedoch ausnahmsweise zwischen 6 Uhr und 7 Uhr sowie zwischen 22 Uhr und 23 Uhr die eine oder andere Flugzeugbewegung erlauben, im Rahmen einer maximalen Gesamtlärmquote, die jährlich von ihr bestimmt wird.

Die maximale Gesamtlärmquote wird in Anzahl von jährlichen Flugzeugbewegungen, die eine bestimmte Lärmquote pro Bewegung nicht überschreiten, ausgedrückt, wobei folgende Flugzeugbewegungen nicht mit berücksichtigt werden :

— das Starten und Landen der Flugzeuge, die Mitglieder der belgischen Königsfamilie, der föderalen Regierung, der Regional- und Gemeinschaftsregierungen, der ausländischen Königsfamilien, ausländische Staatsoberhäupter oder Regierungschefs, den Präsidenten und die Kommissare der Europäischen Union in offiziellem Auftrag befördern;

— das Starten und Landen in Zusammenhang mit humanitären Einsätzen;

— das Starten und Landen in Zusammenhang mit militärischen Aufträgen;

— das Starten und Landen unter außergewöhnlichen Umständen wie Flüge, bei denen eine unmittelbare Gefahr für das Leben oder die Gesundheit sowohl der Menschen als auch der Tiere besteht, und Flüge, die aus meteorologischen Gründen auf einen anderen Flughafen umgeleitet werden;

— das Starten und Landen mit Verspätung im Verhältnis zum ursprünglich vorgesehenen Zeitplan, insofern sie nicht den Fluggesellschaften zur Last gelegt werden kann, und nicht 15 % der maximalen Gesamtquote überschreiten.»

Art. 2 - In das Dekret vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wird ein Artikel 6 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 6 - § 1. Im Rahmen der Bekämpfung des Lärms, der von Luftfahrzeugen erzeugt wird, die die Flughäfen benutzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, kann für jeden Verstoß eine Verwaltungsstrafe verhängt werden entgegen jedem Zuwiderhandelnden, der folgende Verpflichtungen nicht einhält bzw. deren Einhaltung seinen Beauftragten oder Vertretern nicht auferlegt:

1° Die ständigen oder zeitlich befristeten Einschränkungen bezüglich der Benutzung bestimmter Kategorien von Luftfahrzeugen aufgrund der in der Anlage 16 des ICAO-Abkommens definierten akustischen Einstufung;

2° Die nicht zu überschreitenden Höchstlärmswerte am Boden;

3° Die ständigen oder zeitlich befristeten Einschränkungen bezüglich der Ausübung bestimmter Aktivitäten der Luftfahrzeuge wegen der dadurch verursachten Lärmbelastigung;

4° Die Regeln bezüglich der Maschinentests;

5° Die besonderen Start- und Landeverfahren zwecks der Einschränkung der durch diese Flugphasen verursachten Lärmbelastigung.

Die Strafe wird durch den oder die von der Wallonischen Regierung dazu beauftragten Beamten, hierunter den «zuständigen Beamten» genannt, verhängt.

§ 2. Zur Anwendung des vorliegenden Dekrets versteht man unter Zuwiderhandelndem:

— «der Verantwortliche für den Flug», d.h. die Person, die für die Steuerung und die Sicherheit des Luftfahrzeugs während der Dauer eines Flugs verantwortlich ist, egal ob er dazu vom Eigentümer oder vom Betreiber des Luftfahrzeugs beauftragt wird;

— «der Eigentümer eines Luftfahrzeugs», d.h. die juristische oder natürliche Person, deren Name auf dem Zulassungsschein des Luftfahrzeugs vorkommt;

— «der technische oder kommerzielle Betreiber eines Luftfahrzeugs», d.h. die juristische oder natürliche Person, die Einrichtung oder das Unternehmen, die bzw. das ein oder mehrere Luftfahrzeuge betreibt oder vorschlägt, zu betreiben;

— «die Gesellschaft, die die Konzession zwecks des Betriebs eines Flughafens innehat».

§ 3. Die Verwaltungsstrafen werden vom zuständigen Beamten verhängt und belaufen sich pro festgestellten Verstoß auf einen Betrag zwischen 200 und 7 500 Euro gemäß der von der Regierung festgelegten Tariftabelle, welche insbesondere eine Erhöhung der Strafe bei Wiederholungsfällen vorsieht.

§ 4. Wenn mehrere in § 1 gemeinte Verstöße zusammen vorkommen, werden die Beträge der Strafen zusammengerechnet, ohne dass sie jedoch 50 000 Euro überschreiten können.

§ 5. Die Notifizierung des Verstoßes erfolgt innerhalb fünfzehn Kalendertagen ab dem Tag des Verstoßes.

§ 6. Die Verwaltungsentscheidung, durch welche die Verwaltungsstrafe verhängt wird, darf nach einem Zeitraum von einem Jahr ab dem Tatbestand, der für einen in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Verstoß grundlegend ist, nicht mehr getroffen werden.

§ 7. Falls der Zuwiderhandelnde die endgültig gewordene Verwaltungsstrafe schuldig bleibt, wird die Entscheidung des zuständigen Beamten zwecks der Beitreibung des Betrags der Strafe der Abteilung Finanzverwaltung des Ministeriums der Wallonischen Region übermittelt.

§ 8. Die Zahlung der Strafe setzt der Handlung der Verwaltung ein Ende.

§ 9. Die Regierung regelt die Verfolgung und Feststellung der Verstöße, die Erhebung der Strafen, mit denen diese Verstöße geahndet werden, die Einspruchsmittel der eventuellen Zuwiderhandelnden und alle zur Durchführung der Bestimmungen des vorliegenden Artikels nützlichen Maßnahmen.»

Art. 3 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im , *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 8. Juni 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
J.-M. SEVERIN

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

—
Note

(1) Sitzung 2000 - 2001

Dokumente des Rats. — 183 (2000 - 2001), Nr. 1 bis 8

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 29. Mai 2001. Diskussion - Abstimmung.

VERTALING
WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2001 — 1560

[C — 2001/27332]

8 JUNI 2001. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden wordt een artikel *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *1bis*. De luchthaven Luik-Bierset is een luchthaven waarvan de exploitatie dag en nacht wordt toegelaten.

De luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid is een luchthaven waarvan de exploitatie uitsluitend tussen 7 uur en 22 uur wordt toegelaten. Bij wijze van uitzondering kan de Regering er evenwel de ene of andere vliegtuigbeweging tussen 6 uur en 7 uur en tussen 22 uur en 23 uur toelaten in het kader van een maximale globale geluidsquota die ze jaarlijks vastlegt. Die geluidsquota wordt uitgedrukt in een aantal vliegtuigbewegingen per jaar die een bepaald geluidsniveau per beweging niet mogen overschrijden, en geldt niet voor :

— de opstijgingen en landingen van vliegtuigen die leden vervoeren van de Belgische Koninklijke Familie, de federale Regering, de gewestelijke en gemeenschappelijke Regeringen en buitenlandse koninklijke families, Staatshoofden of buitenlandse Regeringsleiders, de voorzitter en de commissarissen van de Europese Unie, met officiële opdracht;

— de opstijgingen en landingen met betrekking tot humanitaire zendingen;

— de opstijgingen en landingen met betrekking tot militaire zendingen;

— de opstijgingen en landingen, uitgevoerd in uitzonderlijke omstandigheden zoals bij vluchten tijdens dewelke er onmiddellijk gevaar dreigt voor het leven of de gezondheid van zowel mensen als dieren of bij vluchten die naar een luchthaven worden omgeleid om meteorologische redenen;

— de opstijgingen en landingen uitgevoerd met een vertraging t.o.v. de voorziene dienstregeling, voor zover de vertraging niet te wijten is aan de luchtvaartmaatschappijen en voor zover deze 15 % van de maximale globale geluidsquota niet overschrijden. »

Art. 2. In het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden wordt een artikel 6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art 6. § 1. In het kader van de bestrijding van de geluidshinder veroorzaakt door luchtvaartuigen die de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens gebruiken, kan per overtreding een administratieve sanctie worden uitgesproken tegen elke overtreder die onderstaande voorschriften niet naleeft of doet naleven door één van zijn aangestelden of gemachtigden :

1° de gebruikelijke voortdurende of tijdelijke beperkingen voor bepaalde types luchtvaartuigen op grond van de geluidsclassificatie zoals bepaald in de bijlage 16 bij de ICAO;

2° de niet te overschrijden maximale geluidswaarden die op de grond worden voortgebracht;

3° de voortdurende of tijdelijke beperkingen opgelegd bij de uitoefening van bepaalde activiteiten van de luchtvaartuigen wegens de geluidshinder die ze veroorzaken;

4° de regelgeving voor motortests;

5° de bijzondere opstijgings- en landingsprocedures met het oog op de beperking van de tijdens die vluchtfasen veroorzaakte geluidshinder.

De sanctie wordt opgelegd door de ambtenaar (ambtenaren), hierna « de bevoegde ambtenaar » genoemd, die daartoe door de Waalse Regering aangewezen wordt(worden).

§ 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder overtreder :

— « de vluchtverantwoordelijke » : de persoon die verantwoordelijk is voor het besturen en de veiligheid van het luchtvaartuig gedurende een vlucht, ongeacht of hij de aangestelde van de eigenaar of van de exploitant van het luchtvaartuig is;

— « de eigenaar van een luchtvaartuig » : de particulier of de rechtspersoon wiens naam vermeld staat in het inschrijvingsbewijs van het luchtvaartuig;

— « de technische of commerciële exploitant van een luchtvaartuig » : de natuurlijke of rechtspersoon, de instelling of de onderneming die één of meer luchtvaartuigen uitbaat of overweegt uit te baten;

— « de maatschappij die concessiehouder is van de exploitatie van een luchthaven ».

§ 3. De administratieve sancties worden door de bevoegde ambtenaar uitgesproken en bedragen al naar gelang de door de Regering bepaalde schaal tussen 200 en 7 500 euro per vastgestelde overtreding. De Regering kan zwaardere straffen opleggen als gevolg van recidives.

§ 4. Als verschillende van de in § 1 bedoelde overtredingen samenvallen, worden de bedragen van de boetes gecumuleerd zonder evenwel 50 000 euro te mogen overschrijden.

§ 5. De overtreding wordt betekend binnen vijftien kalenderdagen, te rekenen van de dag waarop ze wordt vastgesteld.

§ 6. De administratieve beslissing waarbij de administratieve sanctie wordt opgelegd, mag niet meer worden genomen één jaar na het feit dat aanleiding heeft gegeven tot de in § 1 van dit artikel bedoelde overtreding.

§ 7. Als de overtreder verzuimt de boete te betalen wanneer ze definitief is geworden, wordt de beslissing van de bevoegde ambtenaar medegedeeld aan de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest met het oog op de invordering van het bedrag van de boete.

§ 8. De betaling van de boete doet de vordering van het bestuur vervallen.

§ 9. De Regering organiseert de opsporing en de vaststelling van de overtredingen, de inning van de boetes waarmee ze bestraft worden, de rechtsmiddelen van de eventuele overtreders en alle maatregelen die nuttig zijn voor de uitvoering van de bepalingen van dit artikel. »

Art. 3. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 juni 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, KMO's, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Stukken van de Raad. — 183 (2000-2001), Nrs. 1 à 8.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 29 mei 2001. Bespreking - Stemming.



F. 2001 — 1561

[C — 2001/27333]

8 JUIN 2001. — Décret instituant une autorité indépendante chargée du contrôle et du suivi en matière de nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Il est institué une autorité indépendante chargée du contrôle et du suivi en matière de nuisances aéroportuaires en Région wallonne, ci-après dénommée « l'Autorité ».

Art. 2. Cette autorité a pour mission de :

1° formuler des avis ou recommandations sur toute question relative à la mesure du bruit aux abords des aéroports et à la maîtrise des nuisances sonores aéroportuaires et de leur impact sur l'environnement. Elle dispose également d'un pouvoir de recommandation sur la nécessité de réviser les plans d'exposition au bruit;

2° alerter les autorités compétentes lorsqu'elle a connaissance de manquements aux règles fixées pour la maîtrise des nuisances sonores aéroportuaires;

3° dénoncer tout manquement aux restrictions imposées en ce qui concerne l'usage de certains types d'aéronefs ou certaines activités;

4° réaliser ou faire réaliser des expertises en matière de mesure de bruit aux abords des aéroports;

5° à la demande du Gouvernement, émettre un avis sur tout projet de texte réglementaire relatif aux nuisances sonores aéroportuaires, sur les plans d'exposition au bruit, ainsi que sur toute autre question lui soumise;

6° donner son avis sur toute question relative aux nuisances sonores aéroportuaires que lui soumet tout citoyen;

7° jouer un rôle de médiation en cas de différend relatif aux nuisances sonores aéroportuaires.